



Cellule d'analyse européenne

Proposition de
DIRECTIVE
relative à certaines règles régissant les actions en dommages et intérêts en droit interne
pour les infractions aux dispositions du droit de la concurrence des États membres et de
l'Union européenne
COM(2013)404

Résumé: La diversité des règles nationales régissant les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles de concurrence a créé une situation inégale dans le marché intérieur. Par le biais de cette proposition, la Commission européenne entend renforcer la mise en œuvre effective du droit de la concurrence. Les victimes d'une infraction au droit de la concurrence (comme les abus de position dominante, les ententes et les distorsions de concurrence) obtiennent la garantie de pouvoir demander réparation du préjudice subi. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition expire le 12 septembre 2013.**

1. Contexte

Dès 2008, la Commission européenne a publié un livre blanc sur les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles communautaires sur les ententes et les abus de position dominante.

La Commission européenne et les autorités nationales de concurrence sont chargées d'assurer le respect des règles de concurrence de l'Union européenne. Elles sont chargées de la mise en œuvre de ces règles par la sphère publique.

Les règles du Traité créent également, pour les citoyens, des droits et des obligations que les juridictions nationales doivent faire respecter, ce que l'on appelle la mise en œuvre à l'initiative de la sphère privée. Un de ces droits est le droit des victimes d'une infraction au droit de la concurrence de demander réparation du préjudice subi.

La diversité des règles nationales régissant les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles de concurrence a créé une situation inégale dans le marché intérieur. Par le biais de cette proposition de directive, la Commission européenne souhaite supprimer les obstacles à une réparation effective.

2. Teneur

Cette proposition vise à renforcer la mise en œuvre effective des règles de concurrence, tout en harmonisant, dans le même temps, les différentes règles nationales relatives à l'appréciation judiciaire de demandes d'accès aux documents (notamment les documents relatifs à une procédure de clémence), et contient des garanties procédurales pour les victimes d'infractions aux règles de concurrence.

Les lignes de force de la proposition de directive peuvent être résumées comme suit:

	Teneur	Commentaire
1	<u>Objectif</u> : mise en œuvre effective des règles de concurrence	<u>Comment?</u> - En améliorant l'interaction entre la mise en œuvre du droit de la concurrence par la sphère publique et sa mise en œuvre à l'initiative de la sphère privée ; - En veillant à ce que les victimes d'infractions aux règles de concurrence puissent obtenir la réparation intégrale du préjudice qu'elles ont subi (réparation de la perte subie, du manque à gagner et du préjudice subi).
2	<u>Harmonisation des règles nationales concernant l'appréciation judiciaire de demandes d'accès aux documents</u> , dont les documents relatifs à une procédure de clémence, c.-à-d. des documents contenant des informations concernant une partie impliquée dans une infraction aux règles de concurrence et qui en a fait état.	- La proposition contient des règles concrètes protégeant les informations de ceux qui sollicitent la clémence dans les dossiers des autorités de la concurrence¹. - La responsabilité du bénéficiaire de l'immunité est limitée à la part qui lui incombe dans le préjudice causé par l'infraction.
3	<u>Davantage de garanties pour les victimes d'infractions au droit de la concurrence</u>	En améliorant les conditions procédurales. Ces règles portent sur: - l'accès aux éléments de preuve, - la répercussion du surcoût , - les délais de prescription (les délais de prescription ne peuvent entraver le droit à réparation intégrale), - la charge de la preuve, - la responsabilité solidaire, les délais de prescription et l'effet des décisions de l'autorité nationale de la concurrence en matière civile. - la quantification du préjudice (la présomption réfragable que l'entreprise a causé un préjudice).
4	Résolution consensuelle des litiges	Les parties lésées et les entreprises contrevenantes sont encouragées à se mettre d'accord sur la réparation du préjudice au moyen du règlement amiable, de l'arbitrage ou de la médiation. .

La présente directive ne devrait pas exiger des États membres qu'ils mettent en place des mécanismes de recours collectif aux fins de la mise en œuvre des articles 101 et 102 du Traité.

¹ La proposition répond ainsi aux effets négatifs de l'arrêt Pfleiderer (affaire C-360/09, Jur.2011, p. I-5161). Cet arrêt prévoit qu'il appartient aux juridictions nationales de décider au cas par cas s'il convient d'accorder l'accès à des documents, y compris les documents relatifs à une procédure de clémence.

2. Cadre juridique européen

- Règles de concurrence visées à l'article 103 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) et article 114 du TFUE (rapprochement des dispositions législatives concernant le marché intérieur).
- Règlement (CE) n° 1/2003 du Conseil du 16 décembre 2002 relatif à la mise en œuvre des règles de concurrence prévues aux articles 81 et 82 du traité.

3. Cadre juridique interne belge

- Loi sur la protection de la concurrence économique, coordonnée le 15 septembre 2006 ;
- Code de droit économique du 28 février 2013.

4. Suivi dans la (les) commission(s) compétente(s) :

- Commission de l'Économie ;
- Commission chargée des Problèmes de Droit commercial et économique ;
- En ordre subsidiaire Commission de la Justice ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes

5. Suivi dans l'administration fédérale

- SPF Économie
- Conseil de la Concurrence (contrôle du respect des règles par les pouvoirs publics)
- SPF Justice (contrôle du respect des règles par les autorités civiles)

6. Avis de subsidiarité

La Commission européenne estime que la directive proposée respecte le principe de subsidiarité, étant donné que ses objectifs ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, et qu'une action de l'Union européenne se révèle nécessaire et de nature à apporter une valeur ajoutée.

Avis et commentaire:

Avis favorable en ce qui concerne la subsidiarité.

La diversité des règles nationales régissant les actions en dommages et intérêts pour infraction aux règles de concurrence crée une insécurité juridique pour toutes les parties, en particulier dans les cas transfrontaliers. La possibilité, pour les victimes, d'obtenir réparation peut donc varier en fonction du lieu où elles sont établies et/ou où elles intentent une action. Dans ce contexte, il semble raisonnable d'harmoniser les règles nationales dans ce domaine par le biais d'une initiative européenne.

Avis favorable en ce qui concerne la proportionnalité

La réglementation prévoit des instruments proportionnés qui offrent davantage de garanties aux victimes d'une infraction aux règles de concurrence ainsi qu'un équilibre entre, d'une part, les droits de ces victimes et, d'autre part, la protection des informations provenant d'entreprises qui coopèrent avec une autorité de concurrence dans le cadre d'un programme de clémence.

On peut s'interroger sur le fondement juridique. L'article 114 du TFUE, qui porte sur l'harmonisation de la législation relative au marché intérieur, peut-il être invoqué pour harmoniser des règles de procédure nationales?

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition expire le 12 septembre 2013.

Les parlements nationaux peuvent transmettre leurs remarques à la Commission européenne dans le cadre du "dialogue politique" (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus:

Texte de la proposition de directive

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20130203.do#dossier-COD20130185>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – Protection de la concurrence - Concurrence – Politique de la concurrence – Restriction à la concurrence – Droit de la concurrence – Droit commercial – Marché unique – Code de droit économique
------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een

RICHTLIJN

betreffende bepaalde regels voor schadevorderingen volgens nationaal recht wegens inbreuken op de bepalingen van het mededingingsrecht van de lidstaten en van de Europese Unie

COM(2013)404

Samenvatting: De verscheidenheid in nationale regels voor schadevorderingen als gevolg van inbreuk op de mededinging hebben geleid tot een ongelijk speelveld binnen de interne markt. Met dit voorstel beoogt de Europese Commissie de versterking van de doeltreffendheid van handhaving van het mededingingsrecht. Slachtoffers van een inbreuk op het mededingingsrecht (zoals misbruik van machtspositie, kartels, distorsie van mededinging) krijgen garanties om een vergoeding voor de geleden schade te kunnen vorderen. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit voorstel te formuleren, verstrijkt op 12 september 2013.**

1. Context

In 2008 publiceerde de Europese Commissie al een witboek betreffende schadevergoedingsacties wegens inbreuk op de mededingingsregels.

De Europese Commissie en de nationale mededingingsautoriteiten staan in voor de handhaving van de naleving van de Europese mededingingsregels. Zij staan in voor de publieke handhaving van deze regels.

De verdragsregels roepen ook rechten en plichten in het leven voor de burgers die de nationale rechters moeten handhaven, d.w.z. civiele handhaving. Eén van die rechten is het recht van slachtoffers van een inbreuk op het mededingingsrecht om een vergoeding voor de geleden schade te kunnen vorderen.

De verscheidenheid in nationale regels voor schadevorderingen als gevolg van inbreuk op de mededinging hebben geleid tot een ongelijk speelveld binnen de interne markt. De Europese Commissie wenst met dit voorstel van richtlijn de obstakels voor een daadwerkelijke schadevergoeding weg te nemen.

2. Inhoud

Onderhavig voorstel wenst de effectieve handhaving van de mededingingsregels te versterken, wenst tegelijkertijd de verschillende nationale regels te harmoniseren over de beoordeling door de rechter van verzoeken om het toegankelijk maken van documenten

(inzonderheid de clementiestukken), en bevat procedurele garanties voor slachtoffers van inbreuken op het mededingingsrecht

De krachtlijnen van de ontwerprichtlijn kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	<u>Doel:</u> effectieve handhaving van de mededingingsregels	<u>Hoe?</u> - Via een betere wisselwerking tussen de publieke en de civiele handhaving van het mededingingsrecht; - Door te garanderen aan slachtoffers van inbreuken op het mededingingsrecht dat zij de geleden schade volledig vergoed krijgen (vergoeding voor reëel verlies, de gederfde winst en de geleden schade).
2	<u>Harmonisatie van de nationale regels m.b.t. rechterlijke beoordeling</u> van verzoek tot toegang van documenten, onder meer de clementiestukken, d.w.z. documenten met informatie van een partij die betrokken is bij een mededingingsovertreding en hier melding van heeft gemaakt.	- Het voorstel bevat concrete regels waarmee de informatie van clementieverzoekers in de dossiers van de mededingingsautoriteiten wordt beschermd¹. - De aansprakelijkheid van de partij die immuniteit heeft gekregen, wordt beperkt tot haar aandeel in de veroorzaakte schade.
3	<u>Meer garanties voor slachtoffers van inbreuken op het mededingingsrecht</u>	Via een verbetering van de procedurele voorwaarden. Deze regels hebben betrekking op: - Toegang tot bewijsmateriaal, - Doorberekening van prijsverhogingen, - verjaringstermijnen (verjaringstermijnen mogen het recht op volledige vergoeding niet in het gedrang brengen), - De bewijslast, - Hoofdelijke aansprakelijkheid, verjaringstermijnen en doorwerking van besluiten van de nationale mededingingsautoriteit in het civiele recht. - Schadebegroting (het weerlegbaar vermoeden dat de onderneming schade heeft veroorzaakt).
4	Consensuele geschillenbeslechting	Benadeelde partijen en inbreukmakende ondernemingen worden gestimuleerd om een vergoeding overeen te komen via minnelijke schikkingen, arbitrage en bemiddeling.

¹ Hiermee pakt het voorstel de negatieve gevolgen van het Pfleiderer-arrest (zaak C-360/09, Jur. 2011, p. I-5161) aan. Dit arrest bepaalt dat nationale rechters per geval moeten beoordelen of documenten -met inbegrip van clementiestukken- toegankelijk dienen te worden gemaakt.

Deze richtlijn houdt geen verplichting in voor de lidstaten om mechanismen voor collectief verhaal in te voeren voor de handhaving van de artikelen 101 en 102 van het Verdrag.

3. Europees juridisch kader:

- De mededingingsregels van artikel 103 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU) en artikel 114 VWEU (onderlinge afstemming van wetgeving betreffende de interne markt).
- Verordening (EG) nr. 1/2003 van de Raad van 16 december 2002 betreffende de uitvoering van de mededingingsregels van de artikelen 81 en 82 van het Verdrag.

4. Belgisch intern juridisch kader:

- Wet tot bescherming van de economische mededinging, gecoördineerd op 15 september 2006;
- het Wetboek van economisch recht van 28 februari 2013.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie voor Bedrijfsleven;
- Commissie Handelsrecht en Economisch recht;
- In subsidiaire orde: De commissie Justitie;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging in de federale administratie:

- De FOD Economie;
- De Raad voor de Mededinging (aspect van de publieke handhaving);
- De FOD Justitie (aspect van de civiele handhaving).

7. Subsidiariteitsadvies:

De Europese Commissie acht de richtlijn in overeenstemming met het subsidiariteitsbeginsel omdat de doelstellingen ervan niet voldoende door de lidstaten kunnen worden verwezenlijkt en een optreden op EU-niveau nodig en waardevol is.

Advies en commentaar:

Positief advies t.a.v. de subsidiariteit.

Door de verscheidenheid in nationale regels voor schadevorderingen als gevolg van inbreuk op de mededinging ontstaat, vooral in grensoverschrijdende gevallen, rechtsonzekerheid voor alle partijen. De mogelijkheid voor slachtoffers om een schadevergoeding te krijgen, kan aldus verschillen, afhankelijk van de plaats waar ze gevestigd zijn en/of vordering instellen. Vanuit die context lijkt het redelijk om via een Europees initiatief de nationale regels op dit domein te harmoniseren.

Positief advies t.a.v. de proportionaliteit

De regeling voorziet in redelijke instrumenten die slachtoffers van een inbreuk op de mededingingsregels meer waarborgen bieden en een evenwicht bieden tussen de rechten van de slachtoffers van mededingingsregels enerzijds, en de bescherming van informatie

van ondernemingen die in het kader van een clementieregeling met een mededingingsautoriteit samenwerken, anderzijds.

Er kunnen kanttekeningen worden geplaatst bij de rechtsgrondslag. Kan artikel 114 VWEU over de onderlinge afstemming van wetgeving betreffende de interne markt worden ingeroepen om nationale procesregels te harmoniseren?

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit voorstel te formuleren, verstrijkt op 12 september 2013.

De nationale parlementen kunnen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerprichtlijn

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/SWD20130203.do#dossier-COD20130185>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Bescherming van de mededinging - Concurrentie – Concurrentiebeleid - Concurrentiebeperving – Concurrentierecht – Handelsrecht - Interne markt - Wetboek van economisch recht
------------------------------	--

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be